



67598

Distr..  
GENERALE  
E/CN.14/580  
E/CN.14/TECO/39  
22 février 1977  
FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Treizième session

Quatrième réunion de la Conférence  
des ministres

Kinshasa, 24 février - 3 mars 1977

RAPPORT DU COMITE TECHNIQUE D'EXPERTS SUR SA  
SIXIEME SESSION, TENUE A KINSHASA DU  
16 AU 19 FEVRIER 1977

ORGANISATION DE LA SESSION

Ouverture et durée de la session

1. La session s'est tenue à Kinshasa (Zaïre), du 16 au 19 février 1977.
2. En l'absence de M. Mohamed L. Allouane (Algérie), Président de la cinquième session du Comité, la session a été ouverte par M. Bouycussef, représentant de l'Algérie.

Allocutions liminaires

3. Dans l'allocution qu'il a prononcée à l'occasion de l'ouverture de la sixième session du Comité technique d'experts, M. Murairi, Commissaire d'Etat à l'économie nationale et à l'industrie de la République du Zaïre, a souhaité la bienvenue aux participants et il a exprimé l'espoir que leur séjour au Zaïre serait agréable et fructueux.
4. Il a souligné l'importance de cette session au cours de laquelle les membres du Comité seraient appelés à examiner les problèmes les plus brûlants de l'économie africaine afin de trouver les solutions qui s'imposent. En effet, les participants étaient non seulement appelés à examiner les multiples rapports dont ils étaient saisis mais aussi et surtout à prendre des décisions à leur sujet, en particulier sur les questions relatives à la mobilisation des ressources nécessaires en vue de l'exécution du Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique (1976-1981-1986) ainsi que du projet de plan à moyen terme pour la période 1976-1981.
5. M. Murairi a rappelé que l'Organisation de l'unité africaine avait tenu à Kinshasa en décembre 1976 sa onzième session ministérielle consacrée aux problèmes économiques. Les ministres de l'OUA avaient défini clairement les principales préoccupations d'actualité et les progrès qui restaient à accomplir. L'impératif d'harmonisation et la nécessité d'entreprendre des

actions concertées imposaient à la CEA non seulement de tirer profit au maximum des conclusions de l'OUA mais aussi d'éclairer à son tour l'instance politique panafricaine dans ses activités actuelles et futures.

6. Dans son allocution d'ouverture, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a rappelé que le programme de travail dont le Comité était saisi était fondé sur le plan à moyen terme qui s'étendait jusqu'à 1981 et qui lui-même se fondait sur le Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique. Ce plan directeur révisé était conçu selon deux grands principes : installation à l'intérieur des Etats de la région, individuellement et collectivement, de moyens permettant une croissance autonome et une diversification du produit national, et accroissement régulier et substantiel du degré d'autonomie.
7. Ayant pour but de lutter efficacement contre la pauvreté des masses et le chômage, le programme de travail mettait l'accent, d'une manière générale, sur le développement de l'industrie, de l'agriculture, et du secteur rural, ainsi que sur la création de liens entre ces secteurs de manière qu'ils puissent exercer des effets de croissance réciproques. Le programme de travail appelait, d'autre part, l'attention sur les principales forces du processus de développement socio-économique, et notamment sur le rôle de l'Etat en tant qu'entrepreneur, planificateur, innovateur en matière de technologie matérielle et sociale et responsable de l'évolution socio-économique.
8. Concernant le rôle de la CEA, le secrétariat avait soumis à la Conférence des ministres des propositions fondées sur la conviction que la Commission pouvait devenir un instrument d'une valeur considérable pour l'instauration du nouvel ordre économique international dans la région et la reformulation des politiques et des stratégies ainsi que pour la recherche de solutions aux problèmes de base et l'élaboration et l'exécution de projets concrets.
9. Enfin, le Secrétaire exécutif adjoint de la CEA a appelé l'attention du Comité sur le document intitulé "Besoins et ressources de la CEA, 1977-1979" (E/CN.14/TECO/37) dont il était saisi et qui tendait essentiellement à montrer que si les Etats membres voulaient que la CEA puisse exécuter le plan à moyen terme, ils devaient lui procurer des ressources supplémentaires.
10. Le Comité a décidé de considérer les textes des allocutions du Commissaire d'Etat à l'économie nationale et à l'industrie de la République du Zaïre et du Secrétaire exécutif adjoint de la CEA comme des documents de travail de la session.

#### Participation

11. Ont participé à la session les représentants des Etats membres ci-après : Algérie, Bénin, Botswana, Burundi, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Empire centrafricain, Ethiopie, Ghana, Guinée, Kenya, Libéria, Maroc, Mauritanie, Nigéria, Ouganda, République-Unie du Cameroun, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Togo, Tunisie et Zaïre.

12. La France était représentée en tant que membre associé de la Commission.

13. Un observateur de l'Italie a également assisté à la session.

14. Des observateurs de la Commission économique pour l'Europe (CEE), de la CNUCED, de la FAO, du FISE, du HCR, de l'CIT, de l'OMCI, de l'OMS, du PNUD et de l'UNESCO ainsi que de la BAD, du CAFRAD, de l'OUA et de l'UAPT étaient également présents.

#### Election du Bureau

15. Le Comité a élu M. Nda-Ngye (Zaïre) Président, le lieutenant-colonel Festus F.A. Addae (Ghana) premier Vice-Président, M. P.H.K. Kedikilwe (Botswana), deuxième Vice-Président et M. Abdel mejid Hamzaoui (Tunisie), Rapporteur.

#### Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

16. Le Comité était saisi de l'ordre du jour provisoire suivant :

1. Ouverture de la session
2. Election du Bureau
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux
4. Examen des activités de la Commission depuis février 1975, et examen et approbation du projet de plan à moyen terme pour les années 1976-1981 ainsi que du programme de travail et ordre de priorité pour 1978 et 1979
5. Préparatifs en vue de la quatrième réunion de la Conférence des ministres (treizième session de la Commission), prévue à Kinshasa (Zaïre) du 24 février au 3 mars 1977
6. Questions diverses
7. Adoption du rapport.

17. Plusieurs représentants ont proposé d'inscrire à l'ordre du jour une question supplémentaire relative aux problèmes particuliers des pays sans littoral et semi-enclavés.

18. Le Comité a adopté l'ordre du jour ainsi modifié.

19. Le Comité a décidé de ne se réunir qu'en séance plénière et d'examiner le point 4 de l'ordre du jour en étudiant successivement chacun des documents dont il était saisi.

20. Le Comité a décidé de créer, sous la présidence du Rapporteur, un Comité de rédaction composé de représentants des différentes sous-régions et désignés par elles.

#### COMPTE RENDU DES DEBATS

Examen des activités de la Commission depuis février 1975 et examen et approbation du projet de plan à moyen terme pour les années 1976-1981 ainsi que du programme de travail et ordre de priorité pour 1978 et 1979 (point 4 de l'ordre du jour)

21. Un représentant du secrétariat a présenté le document intitulé "Notes sur les considérations de politique générale intéressant le développement socio-économique en Afrique" (E/CN.14/TECO/36). Un autre représentant du secrétariat a présenté le document intitulé "Introduction au programme de travail et à l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et 1978 et 1979" (E/CN.14/TECO/38). Le Comité a décidé que ces deux documents lui serviraient de cadre de référence pour l'examen des autres documents dont il était saisi.

22. Les membres du secrétariat ont été priés de présenter les diverses parties du programme de travail et de l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et pour 1978 et 1979 dans l'ordre dans lequel elles figuraient dans la table des matières des documents E/CN.14/TECO/34/Rev.1 et E/CN.14/TECO/35/Rev.1. Les diverses parties du programme de travail ont été adoptées, étant entendu que les observations suivantes seraient prises en considération pour leur mise en œuvre.

#### Agriculture

23. Le secrétariat a été prié d'indiquer plus clairement dans le programme de travail les rapports existant entre les activités de vulgarisation et les autres activités. Il a également été prié d'étudier la possibilité d'obtenir auprès du Fonds international pour le développement agricole (FIDA) des crédits correspondant aux besoins de l'Afrique pour le développement de l'agriculture dans la région. Enfin, on a recommandé que le secrétariat ne perde pas de vue la nécessité d'adapter les travaux de collecte et de traitement des données statistiques aux conditions des diverses sous-régions.

#### Planification, projections et politiques relatives au développement

24. Le secrétariat a été prié d'accorder une attention particulière aux points suivants :

a) la nécessité de former des chercheurs africains en Afrique et la possibilité d'une aide de la CEA aux universités africaines pour entreprendre cette tâche; la question de savoir comment adapter l'enseignement et la formation aux emplois existants et aux éventuels débouchés, tout en assurant en même temps à tous les citoyens l'accès à l'enseignement général;

b) les difficultés que pose l'utilisation de modèles hautement perfectionnés du fait de l'absence de données à long terme sur le PIB en prix constants par origine industrielle et par type de dépenses et sur d'autres variables, difficultés telles que la nécessité, lorsque l'on utilise des modèles de planification et de projections, d'adopter des méthodes pragmatiques et itératives adaptées aux conditions africaines.

c) l'importance d'une planification à partir de la base et l'utilité de poursuivre les recherches sur la conception unifiée de la planification du développement, qui met notamment l'accent sur la nécessité de procéder à des analyses diagnostiques et de situation pour identifier les problèmes et définir les politiques à l'échelon des unités productives de base.

#### Industrie et établissements humains

25. S'agissant des établissements humains, les représentants ont souligné la nécessité de fixer des normes appropriées et des types de logement convenant aux conditions africaines, ainsi que la nécessité d'utiliser davantage les matières premières locales. Il fallait également établir des systèmes de financement du logement pour les classes pauvres qui avaient peu de chances d'obtenir des crédits de la part des grandes institutions financières. Une coopération multinationale était requise pour la production de certains matériaux de construction tels que le ciment; il fallait aussi créer des institutions de recherche comparée en matière de logement et de planification, d'adaptation de la technologie, ainsi qu'une institution multinationale pour les établissements humains.

26. Des représentants ont noté la sous-utilisation de la capacité et les économies d'échelle requises pour les industries multinationales. Ils ont également marqué leur intérêt concernant les activités pratiques pour l'amélioration et l'intégration de la technologie traditionnelle, de l'artisanat, de la mécanique, des petits ateliers et du travail des métaux pour le développement des industries à forte utilisation de main-d'œuvre. Les représentants ont également accordé une haute priorité à la fabrication d'instruments agricoles. Les autres secteurs prioritaires comprenaient également la production de biens d'équipement et de choix de l'implantation des établissements industriels.

27. Les gouvernements avaient besoin d'une aide pour les études de pré faisabilité en vue de projets spécifiques, pour le choix d'une technologie appropriée en vue de projets ainsi que pour connaître les sources de financement pour les projets.

28. L'observateur de l'OMS a souligné les effets d'une action en faveur de la santé et de mesures sanitaires sur le développement économique et social et le commerce et les incidences de l'industrie de la santé, du développement des remèdes et substances indigènes traditionnelles et des techniques sanitaires fondamentales ainsi que l'efficacité d'une coopération entre les bureaux régionaux de l'OMS et la CEA pour l'établissement d'une charte africaine de la santé, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement urbain et rural en eau et l'évacuation des déchets dans des conditions de salubrité.

29. Le Comité a demandé au secrétariat de la CEA de faire une étude sur la production d'équipement et de matériel agricoles en Afrique.

Commerce international et politiques et institutions fiscales, monétaires et financières (coopération intra-africaine dans le domaine des politiques fiscales et monétaires et des questions bancaires)

30. Des représentants ont estimé qu'il convenait d'accorder une attention plus particulière aux questions ci-après : problèmes de l'écoulement des stocks régulateurs de produits de base dont la constitution est envisagée dans le cadre du Programme intégré des produits de base de la CNUCED et dont on a exprimé le souhait que quelques-uns d'entre eux puissent être implantés en Afrique; problème de l'obstacle à l'expansion des échanges intra-africains que représente la protection tarifaire effective instituée par les pays africains par opposition à la protection nominale; nécessité de développer les moyens de transport en vue de promouvoir les échanges commerciaux intra-africains; obstacles posés aux échanges intra-africains par l'absence de complémentarité entre les productions de pays voisins; nécessité de mettre en place des structures permettant de financer les échanges intra-africains, et importance de la collecte et de la diffusion d'informations appropriées pour la promotion du commerce intra-africain. Etant donné que l'on s'intéressait à la gestion des zones touchées par la sécheresse, le Comité a demandé au secrétariat de faire une étude sur la réinstallation des populations qui se déplaçaient de ces zones vers des pays voisins.

#### Population

31. Un représentant du secrétariat a souligné que, à la suite des récentes discussions concernant les ressources disponibles pour le programme en matière de population, un certain nombre de changements avaient été apportés. Le projet 9.482.29 s'intitulerait désormais "Groupe d'experts sur les niveaux et les tendances de la mortalité en Afrique et leurs incidences politiques". Le projet 9.483.26 serait supprimé, étant donné que les activités seraient désormais organisées à l'échelon interrégional par le Siège de l'ONU. La Conférence des démographes africains (projet 9.482.26) n'avait pas eu lieu en 1976, le FNUAP n'ayant pas fourni de fonds à cette fin; les fonds continueraient de manquer à l'avenir et, pour les sessions ultérieures de la Conférence, les Etats membres seraient appelés à prendre eux-mêmes en charge les frais de leur participation, comme ils le faisaient pour d'autres organes subsidiaires de la Commission.

32. Au cours des débats, on a fait observer que les pays africains devraient tirer davantage parti des fonds du FNUAP, qui n'étaient pas seulement destinés à la réduction des taux de natalité. Une aide était disponible pour la vaste gamme des programmes en matière de population que les Etats pouvaient adopter, sans aucune préférence pour une formule particulière. A propos du rôle des facteurs démographiques dans le développement économique et social, on a reconnu que le rapport entre le taux de croissance de la population et le taux de croissance économique était beaucoup plus important que le chiffre absolu de la population.

33. On a suggéré que le secrétariat effectue une étude pluridisciplinaire sur les incidences démographiques de certains des programmes proposés dans d'autres régions, qui, s'ils n'étaient pas minutieusement planifiés, pourraient entraîner une aggravation de l'exode des populations rurales vers les centres industriels et même vers un petit nombre de zones de mise en valeur agricole.

#### Administration, gestion et finances publiques

34. Après un long débat sur le Centre supérieur africain d'étude des politiques et stratégies du secteur public et à la suite d'un compromis entre les diverses délégations, il a été décidé de changer le titre du projet 9.501.02 de la manière suivante : "Etude, en collaboration avec l'OUA, sur la création d'un centre supérieur africain d'étude des politiques et stratégies du secteur public, en tenant compte de la nécessité d'éviter tout double emploi avec les institutions existantes, telles que l'IDEP et le CAFRAD qui doivent être renforcés".

35. Il a été décidé en outre qu'il faudrait prévoir, dans une partie appropriée du programme de travail, une réunion des organismes africains chargés de la gestion et de l'harmonisation des services statistiques informatiques et comptables.

36. Le programme de travail devrait aussi prévoir la création, l'harmonisation et la mise au point d'un mécanisme de collecte, d'analyse et de traitement des informations et des données économique-financières à utiliser pour l'établissement des banques de données et la comptabilité du secteur public.

37. Après examen approfondi des difficultés rencontrées dans les domaines de l'administration et de la gestion des entreprises et de la formation, il a été décidé que le secrétariat devrait prendre note spécialement de la nécessité d'une coopération entre les Etats membres, qui devaient mettre en commun leurs expériences dans ces domaines, et s'efforcer de tenir davantage compte de l'interdépendance des problèmes concernant l'administration, la gestion et les finances publiques.

#### Transports, communications et tourisme

38. Compte tenu de la nécessité d'adopter une stratégie globale en matière de développement des moyens de transport à l'intérieur de la région, il a été demandé au secrétariat d'effectuer une étude sur un système intégré des transports et communications dans la perspective d'une décennie des transports et des communications en Afrique (1978-1987).

39. Dans le cadre de l'examen et de l'évaluation des problèmes auxquels se heurtent les pays sans littoral et semi-enclavés, il a été demandé au secrétariat d'inclure sous la rubrique "Assistance aux pays et territoires" du projet 9.552 relatif aux transports maritimes, les études à entreprendre afin de fournir une assistance aux pays susmentionnés.

40. Le Comité a estimé qu'il conviendrait d'accélérer l'exécution des études des axes routiers transafricains.

41. De l'avis de l'observateur de l'Union africaine des postes et télécommunications (UAPT), il y aurait lieu d'envisager la possibilité de créer une compagnie d'aviation intra-africaine de fret et d'acheminement du courrier à l'intérieur de la région africaine, d'identifier et d'évaluer les possibilités de fabriquer du petit matériel de base et des pièces détachées au niveau régional ou sous-régional dans le secteur des communications, et d'examiner enfin la possibilité de créer ou de renforcer des centres nationaux et multinationaux de formation de cadres moyens et supérieurs en matière de communications.

Ressources naturelles, mise en valeur des ressources minérales, mise en valeur des ressources hydrauliques, énergie, cartographie et environnement

42. Plusieurs représentants ont souligné la nécessité d'instituer un mécanisme collectif de surveillance en vue de lutter contre la pollution de la mer et de protéger les ressources halieutiques des pays côtiers. On a également fait ressortir la nécessité de renforcer les mesures de surveillance tendant à éviter la pollution des nappes souterraines. Il y avait lieu en outre d'accorder une priorité élevée à l'étude de l'exploitation des sources d'énergie non classiques de leur utilisation et de leur vulgarisation au sein des masses rurales africaines.

Statistiques

43. Un représentant du secrétariat a indiqué qu'il y avait lieu de supprimer les sous-projets 9.548.20 et 9.548.30 du programme de travail, étant donné que le premier relevait du sous-projet 9.548.10 et que le second n'avait trait qu'à des arrangements purement administratifs. En outre, le Comité a été informé qu'il fallait également ajouter au programme de travail un additif à l'élément statistique du plan à moyen terme sur les activités relatives au Programme africain concernant les possibilités d'enquête sur les ménages (E/CN.14/TECO/31/Rev.2/Corr.1, p. 12).

44. Le Comité a approuvé les programmes de travail pour 1976-1977 et 1978-1979 dans leur ensemble, tels qu'ils avaient été modifiés.

"Les ressources disponibles et les besoins pour les années 1977-1979 de la Commission économique pour l'Afrique" (E/CN.14/677 - E/CN.14/TECC/37)

45. Un représentant du secrétariat a présenté le document intitulé "Les ressources disponibles et les besoins pour les années 1977-1979 de la Commission économique pour l'Afrique" (E/CN.14/TECC/37). Ce représentant a cité plusieurs projets stratégiques dont l'exécution était d'une importance vitale si l'on voulait que l'Afrique sorte de sa situation défavorisée actuelle. Cependant, les sources de financement traditionnelles de la CEA - budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, autres ressources extra-budgétaires provenant de l'Organisation des Nations Unies et de plusieurs pays industrialisés - ne pouvaient pas suffire à tous les projets envisagés dans le programme de travail proposé. De l'avis du secrétariat, les pays africains devraient donc faire réellement preuve de leur attachement au principe d'autonomie en apportant eux-mêmes des contributions en vue d'accroître le montant des ressources disponibles comme le faisaient depuis plusieurs années les pays membres d'autres commissions économiques régionales.

46. Le Comité a pris note des renseignements contenus dans le document E/CN.14/TECC/37 ainsi que du projet de résolution sur la mobilisation des ressources que le Comité exécutif envisageait de soumettre à la Conférence pour approbation (ECO/XV/Res.1). Le Comité a également demandé au secrétariat d'élaborer un document contenant des propositions concrètes sur les dispositions que pourraient prendre individuellement les pays à l'égard du paiement de leurs contributions volontaires et de soumettre ce document à la conférence de plénipotentiaires visée au paragraphe 3 du projet de résolution du Comité exécutif.

Préparatifs en vue de la quatrième réunion de la Conférence des ministres (treizième session de la Commission), prévue à Kinshasa (Zaïre) du 24 février au 3 mars 1977 (point 5 de l'ordre du jour)

47. Le Comité a adopté une résolution et une décision (Annexe IV) et les cinq projets de résolution ci-après pour approbation par la Conférence des ministres (Annexe V) :

1. Projet de résolution I sur la mobilisation des ressources du Fonds international de développement agricole en faveur du développement de l'agriculture en Afrique;
2. Projet de résolution II sur la mobilisation des ressources pour le financement du développement en Afrique;
3. Projet de résolution III sur une décennie des transports et des communications en Afrique;
4. Projet de résolution IV présenté par la Mauritanie;
5. Projet de résolution V sur les pays africains semi-enclavés.

Questions diverses (point 6 de l'ordre du jour)

48. Aucune question n'a été soulevée au titre de ce point.

Adoption du rapport (point 7 de l'ordre du jour)

49. Le Comité a adopté son rapport sur les travaux de sa sixième session, auquel ont été annexés les amendements apportés au programme de travail pour 1976 et 1977 (Annexe I), au programme de travail pour 1978 et 1979 (Annexe II) ainsi qu'un projet sur la pêche (Annexe III).

50. Le Comité a adopté une résolution par laquelle il a recommandé à la Conférence des ministres d'approuver et d'adopter, à sa quatrième réunion, le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et pour 1978 et 1979, tels qu'ils avaient été modifiés.

## ANNEXE I

### AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1976 ET 1977 (E/CN.14/TECO/34/Rev.1 et Rev.1/Corr.1) ADOPTES PAR LE COMITE TECHNIQUE D'EXPERTS A SA SIXIEME SESSION

#### 9.440 Main-d'oeuvre

Sous-projet 9.441.01 : supprimer la section a) ii) et remplacer par ce qui suit :

"ii) Promouvoir la mise en place de services nationaux et sous-régionaux de consultants et d'entrepreneurs".

#### 9.480 Population

Sous-projet 9.483.26 : supprimer

#### 9.500 Administration, gestion et finances publiques

Sous-projet 9.501.02 : supprimer le texte et remplacer par ce qui suit :

"Etude, en collaboration avec l'OUA, sur la création d'un centre supérieur africain d'étude des politiques et stratégies du secteur public, en tenant compte de la nécessité d'éviter tout double emploi avec les institutions existantes, telles que l'IDEP et le CAFRAD, qui doivent être renforcés (1977)".

## ANNEXE II

### AMENDEMENTS AU PROGRAMME DE TRAVAIL POUR 1978 et 1979 (E/CN.14/TECO/35/Rev.1 et Rev.1/Corr.1) ADOPTES PAR LE COMITE TECHNIQUE D'EXPERTS A SA SIXIEME SESSION

#### Peuplements humains

##### 9.293 Développement des industries des matériaux de construction et du bâtiment

Sous-projet 9.293.02 : Supprimer le texte et remplacer par ce qui suit :

"Missions sur le terrain pour étudier la situation, les réalisations, l'orientation et la capacité des établissements de recherche en matière de construction et des industries des matériaux de construction et du bâtiment en vue notamment d'identifier des projets nationaux et multinationaux concernant des matériaux comme le ciment (1978)".

#### Développement industriel

##### 9.332 Développement des industries de base et de la coopération intra-africaine

Sous-projet 9.332.11 : remplacer le texte par ce qui suit :

"Etude de la fabrication locale de pièces détachées et d'accessoires pour les industries mécaniques, de l'automobile, des transports et des communications et du matériel scientifique (1978-1979)".

Sous-projet 9.332.13 : Supprimer le texte page 48 et insérer ce qui suit à la page 47 :

"Etude de la production de matériel et d'outils agricoles à l'échelon national et multinational (1978-1979)".

##### 9.334 Développement de la petite industrie et de l'industrie rurale

Sous-projet 9.334.03 : Supprimer le texte et remplacer par ce qui suit :

"Etude sur l'utilisation des artisans, des mécaniciens et des ouvriers métallurgistes dans les petits ateliers pour la production de pièces détachées et sur la possibilité que la moyenne et la grande industries accordent des contrats de sous-traitance (1978-1979)".

9.440 Main-d'oeuvre

Sous-projet 9.441.01 : supprimer la section a) ii) et remplacer par ce qui suit :

"ii) Promouvoir la mise en place de services nationaux et sous-régionaux de consultants et d'entrepreneurs".

9.480 Population

Sous-projet 9.483.26 : supprimer.

Sous-projet 9.482.29 : supprimer le texte et remplacer par :

"Groupe d'experts chargé d'étudier les niveaux et les tendances de la mortalité en Afrique et leurs incidences sur la politique générale (1979)".

9.540 Statistique

Sous-projet 9.543.11 : supprimer le texte et remplacer par ce qui suit :

"Fourniture de services consultatifs à l'échelle régionale en matière de comptabilité nationale, y compris la création, l'harmonisation et le développement du mécanisme devant permettre de rassembler, d'analyser et de traiter les renseignements et les données d'ordre financier et de comptabilité qui seront utilisés pour établir des banques de données et la comptabilité du secteur public (en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre)".

Après le sous-projet 9.543.14, il convient d'ajouter un nouveau sous-projet ainsi conçu :

9.543.14 "Réunion des organisations africaines responsables des services statistiques et de comptabilité publique, qui examineront les problèmes du développement et l'harmonisation de la comptabilité du secteur public dans les pays africains (en collaboration avec la Division de l'administration publique, de la gestion et de la main-d'oeuvre), (1981)".

9.550 Transports, communications et tourisme

Sous-projet 9.552.01 : ajouter un nouveau projet libellé comme suit :

"iii) Assistance aux pays sans littoral et semi-enclavés".

Après le sous-projet 9.551.11, ajouter un nouveau sous-projet libellé comme suit :

"9.551.12 : Etudes sur une base régionale d'une stratégie intégrée du développement des transports et des communications pour l'Afrique".

ANNEXE III  
PROJET SUR LA PECHE

- Aider les pays et territoires dans la mise en application de leur politique nationale de pêche
- Entreprendre une étude globale dans le secteur de la pêche, qui porte sur les aspects suivants :
  - i) inventaire des ressources halieutiques en Afrique en utilisant les données existantes dans chaque pays et à l'échelon d'instances internationales comme la FAO;
  - ii) exploitation et transformation de ces ressources et utilisation des sous-produits de la pêche, par exemple pour la production d'engrais;
  - iii) transport et commercialisation en Afrique après une étude détaillée des prix;
  - iv) conservation et conditionnement.
- Etudier les formes d'organisation institutionnelles et juridiques et autres au niveau africain pour la production, le transport et la commercialisation des produits de la pêche.

ANNEXE IV

RESOLUTION ET DECISION ADOPTEES PAR LE COMITE A SA SIXIEME SESSION

Résolution

Le Comité technique d'experts,

Ayant examiné le programme de travail et l'ordre de priorité révisés pour 1976 et 1977 1/ et le programme de travail et l'ordre de priorité révisés pour 1978 et 1979 2/,

Tenant compte de documents supplémentaires tels que le Plan directeur révisé pour l'instauration du nouvel ordre économique international en Afrique, 1976-1981-1986 3/, le projet de plan à moyen terme pour les années 1976-1981 4/ et l'introduction au programme de travail et à l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et pour 1978 et 1979 5/,

Prenant note également des amendements au programme de travail et à l'ordre de priorité contenus dans le rapport du Comité,

Recommande à la Conférence des ministres d'approuver et d'adopter à sa quatrième réunion le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1976 et 1977 et pour 1978 et 1979, tels qu'ils ont été modifiés par le Comité.

Décision

Après avoir examiné un projet de résolution destiné à être soumis à la Conférence des ministres sur la mobilisation des ressources pour l'application des plans à moyen terme de la CEA et ayant appris que le Comité exécutif avait décidé, à sa quinzième session, de soumettre à la Conférence une résolution sur le même sujet (E/CN.14/655, annexe), le Comité technique a décidé de recommander à la Conférence d'adopter le projet de résolution du Comité exécutif et de prier le secrétariat d'y joindre un résumé des points contenus dans le projet du Comité technique qui ne figuraient pas dans le texte du Comité exécutif.

- 1/ E/CN.14/TECO/34/Rev.1.
- 2/ E/CN.14/TECO/35/Rev.1.
- 3/ E/CN.14/TECO/90/Rev.3.
- 4/ E/CN.14/TECO/31/Rev.2.
- 5/ E/CN.14/678 - E/CN.14/TECO/38.

ANNEXE V

PROJETS DE RESOLUTIONS

A. MOBILISATION DES RESSOURCES DU FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT  
AGRICOLE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE AFRICAINE

La Conférence des ministres,

Rappelant sa résolution 266(XII) du 20 février 1975 sur la situation alimentaire et le programme d'action,

Considérant que l'agriculture demeure le secteur dominant des économies des pays africains,

Prenant acte de la création du Comité interministériel africain pour l'alimentation,

Prenant note avec satisfaction de la Déclaration de Freetown sur le plan alimentaire régional visant à permettre à l'Afrique de se suffire à elle-même dans le domaine alimentaire,

Notant avec une vive inquiétude que les résultats du secteur agricole en Afrique sont restés médiocres au cours de ces dernières années malgré le riche potentiel agricole de la région et les progrès scientifiques et technologiques de la production agricole et alimentaire et de la transformation et de la distribution des denrées alimentaires,

Se félicitant de la création du Fonds international de développement agricole et exprimant sa gratitude à tous ceux qui ont contribué à sa création,

1. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, en collaboration avec le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Secrétaire administratif de l'Organisation de l'unité africaine, de convoquer dès que possible une réunion du Comité interministériel africain de l'alimentation aux fins ci-après :

a) Formuler des recommandations concernant les moyens d'allouer les ressources obtenues du Fonds international pour le développement agricole, fondées sur des stratégies adoptées d'un commun accord et des priorités déterminées pour un accroissement de la production, de la transformation et de la distribution alimentaire en Afrique;

b) Recommander que le Conseil mondial de l'alimentation et le Fonds international de développement agricole fassent en sorte qu'une part substantielle des ressources soit réservée à l'Afrique, compte tenu des conditions et des obstacles propres au continent africain;

2. Prie l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation mondiale de la santé, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour l'environnement ainsi que les autres organisations et institutions compétentes des Nations Unies :

a) D'accorder une aide suffisante à la Commission économique pour l'Afrique dans ses efforts visant à l'exécution du plan alimentaire régional;

b) D'accorder des fonds d'appui suffisants à la Commission pour les études de faisabilité, la formation et la recherche, ainsi que pour les projets concrets destinés à accroître la production alimentaire et de fournir à la région des facteurs de production réels et substantiels pour la production alimentaire et agricole en Afrique.

3. Demande que les institutions sous-régionales et régionales africaines, notamment la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Banque africaine de développement (BAD) et le Fonds international pour le développement agricole soient étroitement associées à l'exécution des projets financés par le FIDA en Afrique;

4. Demande en outre à toutes les institutions financières qui exercent des activités en Afrique, en particulier la Banque arabe pour le développement économique en Afrique, à participer à ces efforts en vue de mobiliser les ressources;

5. Invite les pays membres à prendre toutes initiatives et mesures pour défendre l'intérêt commun des pays africains.

#### B. MOBILISATION DES RESSOURCES POUR LE FINANCEMENT DU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

La Conférence des ministres,

Considérant que la part africaine dans le transfert des ressources financières pour le développement reste proportionnellement inférieure à celle des autres régions en développement et aux besoins exprimés des Etats africains,

Considérant que les conditions actuelles de l'économie mondiale rendent plus précaire encore la situation des économies africaines,

Considérant que la mobilisation des ressources financières pour les besoins de développement des pays africains est une priorité dans l'ordre des obligations qui incombent à toutes les institutions chargées de promouvoir le développement en Afrique,

Considérant que les institutions financières africaines sous-régionales et régionales, notamment la Banque africaine de développement, doivent dans ce domaine jouer un rôle important et actif,

Rappelant les dispositions de la résolution adoptée à la quinzième session du Comité exécutif de la Commission économique pour l'Afrique,

1. Recommande aux Etats membres d'appuyer les efforts de leurs institutions financières sous-régionales et régionales en vue de la mobilisation des ressources pour le développement;

2. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de continuer à appuyer les institutions financières régionales et sous-régionales dans la recherche de ressources financières pour le développement de l'Afrique;

3. Invite les institutions régionales et sous-régionales africaines chargées de promouvoir le développement de la région à poursuivre leurs efforts visant à obtenir des pays développés un transfert plus substantiel de ressources financières au profit des pays africains, victimes des déséquilibres créés par la crise actuelle de l'économie mondiale, en tenant particulièrement compte des pays les moins avancés, sans littoral ou nouvellement indépendants;

4. Lance un appel aux pays en développement qui en ont les moyens pour qu'ils apportent une contribution financière substantielle au développement des pays africains en vue du renforcement de la solidarité et de l'autonomie collective des pays du tiers monde.

C. PROJET DE RESOLUTION PRESENTE PAR LA REPUBLIQUE-UNIE DU CAMEROUN

DECENNIE DES TRANSPORTS ET DES COMMUNICATIONS EN AFRIQUE

La Conférence des ministres,

Résolue à tout mettre en oeuvre pour donner une impulsion décisive au développement du continent africain et à l'instauration du nouvel ordre économique international,

Consciente des difficultés et du retard considérables que connaît l'Afrique dans le secteur des transports et des communications,

Consciente de l'importance primordiale de ce secteur dans l'entreprise de développement et pour la promotion de la coopération économique et technique entre les pays en développement en général et les pays africains en particulier,

Convaincue que le soutien effectif de la communauté internationale aux efforts de promotion de l'autonomie collective et de la mise en oeuvre du principe du compter sur soi est nécessaire pour la solution des problèmes africains dans ce secteur, dans le cadre de la coopération internationale renforcée,

Convaincue de la nécessité d'adopter une approche intégrée pour l'élaboration d'une stratégie globale pour le développement des transports et des communications en Afrique, en ayant une vue d'ensemble des problèmes du continent dans ce domaine,

Ayant présents à l'esprit les travaux de la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale,

Tenant compte des efforts actuellement déployés et des réalisations en cours,

1. Recommande à la communauté internationale, et notamment à la Conférence de Paris sur la coopération économique internationale et aux instances compétentes de l'ONU, de proclamer une décennie des transports et des communications en Afrique portant sur les années 1978-1988, afin de :

a) soutenir activement la stratégie globale pour le développement des transports et des communications en Afrique et son application à la solution des problèmes du continent dans ce domaine, tant en matière de liaison, d'harmonisation, de coordination, d'intégration, de modernisation et de développement qu'en ce qui concerne les problèmes techniques, tels que l'utilisation des ressources et des techniques locales, le raccordement et la standardisation des réseaux ainsi que la conception et l'adaptation des technologies,

b) mobiliser les moyens techniques et financiers nécessaires à cette fin;

2. Recommande vivement aux Etats africains de mobiliser tous les moyens disponibles et de s'engager résolument à promouvoir le succès total de cette décennie;

3. Adresse un appel aux organisations internationales, régionales et sous-régionales, afin qu'elles apportent tout leur concours à la réalisation de cette entreprise vitale pour l'Afrique;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique et le Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine de préparer et d'organiser dans les délais appropriés, une réunion des Etats membres, au niveau ministériel, afin de définir la stratégie globale de l'Afrique pour le développement intégré des transports et communications, y compris les télécommunications, dans la région.

#### D. PROJET DE RESOLUTION PRESENTE PAR LA MAURITANIE

##### La Conférence des ministres,

Rappelant la résolution 93(IV) sur le Programme intégré pour les produits de base, adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) à sa quatrième session,

Convaincue de l'importance particulière que revêt pour les pays africains le programme intégré, y compris l'établissement d'un fonds commun,

Tenant compte de la nécessité pour les pays africains de veiller à ce que leurs intérêts soient pleinement sauvegardés au cours des négociations destinées à mettre en oeuvre le programme susmentionné,

1. Invite instamment les Etats membres à participer activement aux différentes réunions de négociation sur le fonds commun et sur les produits de base prévues jusqu'à la fin de 1978;

2. Prie le Secrétaire exécutif de continuer à prêter toute l'assistance nécessaire aux Etats membres pour la préparation technique de ces réunions et lors de leur déroulement, afin de leur permettre de tirer le maximum de profit de l'application du Programme intégré pour les produits de base.

## E. PAYS AFRICAINS SEMI-ENCLAVES

La Conférence des ministres,

Considérant que la position géographique des pays semi-enclavés constitue un obstacle grave et un handicap sérieux à l'expansion de leurs échanges et à leur développement économique et social,

Considérant en particulier que cette situation entraîne des frais élevés de transport qui empêchent ces pays d'exporter leurs produits à des prix compétitifs et une hausse constante du prix de leurs importations,

Considérant en outre que la solution des problèmes particuliers aux pays semi-enclavés exige que des mesures spéciales soient prises pour les aider par les organismes régionaux, interrégionaux et internationaux,

Tenant compte des résolutions 3201(S-VI), 3202(S-VI) et 3362(S-VII) des sixième et septième sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Rappelant la résolution No. 2 de la quatrième Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays non alignés, réunis à Alger du 5 au 9 septembre 1973, relative aux besoins particuliers des pays sans littoral,

1. Recommande que les pays côtiers facilitent le transit des importations destinées aux pays semi-enclavés et des exportations en provenance de ces pays;

2. Prie le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études appropriées sur les problèmes particuliers auxquels se heurtent les pays africains semi-enclavés, préconisant des mesures pratiques pour leur désenclavement et de faire rapport à ce sujet au Comité exécutif, lors de sa première session de l'année 1978.

- - - -